

Délibération n°2026_03_31_12

Objet : SPL Agence Régionale de l'Aménagement et de la Construction Occitanie (SPL ARAC OCCITANIE) - Désignation d'un représentant de la commune

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MARDI 31 MARS 2026

L'an deux mille vingt six, le trente et un mars, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 25 mars 2026, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du 1er Adjoint délégué au rayonnement et aux animations de l'espace public, Monsieur Mario Joseph MARCOU.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 23

Nombre de membres représentés : 5

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Mario Joseph MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Brigitte RODRIGUEZ - Patricia NIVESSE - Olivier BOUDET - Maryline BENEDETTI - Francine BOYER - Jean-Marc MALEK - Karine BREITHEL - Michel LITTON - Magali OLOMBEL - Benoît DELTOUR - Muriel POUJOL - Eric LOUVET - Sandrine CLAPIER - René DEROSI - Farah GUILLAUMONT - Cyril MARCHAL - Romain CASAS-MATEU - Richard CHAUVET - Liliane FELIX - Sabine COMMUNAY - Mickaël BERGE

Absents représentés :

Fabrice IRANZO pouvoir à Olivier BOUDET - Xavier MIRALT pouvoir à Brigitte RODRIGUEZ - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Patrick PASQUIER pouvoir à Mickaël BERGE - Fanette VIALARD pouvoir à Richard CHAUVET

Absent :

Jean-Pierre RICO

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Mario Joseph MARCOU, 1er Adjoint délégué au rayonnement et aux animations de l'espace public, rapporte :

Par délibération n°2023_07_24/15 du 24 juillet 2023, le Conseil municipal a approuvé l'adhésion de la commune à la Société Publique Locale Agence Régionale de l'Aménagement et de la construction Occitanie.

La collectivité est actionnaire de la société SPL AGENCE REGIONALE DE L'AMENAGEMENT ET DE LA CONSTRUCTION OCCITANIE (SPL ARAC OCCITANIE), anciennement SPL MPC.

Ne disposant pas d'une part de capital suffisante pour lui assurer au moins un poste d'administrateur, la collectivité a droit à une représentation par le biais de l'assemblée spéciale des collectivités, constituée en application des dispositions de l'article L. 1524-5 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Il est rappelé que cette société a pour objet exclusivement pour le compte de ses collectivités actionnaires et sur leurs territoires :

- de procéder à tous actes nécessaires à la réalisation des actions ou opérations d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme;
- de procéder à la réalisation d'opérations de construction permettant notamment la mise en œuvre des politiques de renouvellement urbain, de l'éducation, des transports, de la valorisation du territoire, du tourisme ainsi que tout autre domaine intéressant le développement économique et social local des territoires ;
- d'entreprendre toutes actions foncière préalables et/ou nécessaires à la réalisation des opérations d'aménagement et de construction sus-indiquées ;
- de procéder à toute mission d'ingénierie de projets se rapportant à des actions ou opérations d'aménagement et/ou de construction indiquées ci-dessus. Elle pourra dans ce cadre conduire toutes études notamment de programmation, de faisabilité, pré-opérationnelle ou opérationnelle nécessaires à la mise en œuvre de ces projets,
- d'exploiter tout service public à caractère industriel ou commercial ou toute autre activité d'intérêt général qui sont l'aboutissement des projets dont elle aura préalablement assuré l'aménagement, la construction ou l'ingénierie ;

À cet effet, la société pourra passer toute convention appropriée, et effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières se rapportant aux objets définis ci-dessus.

Elle pourra réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.

Suite aux élections municipales du 15 mars 2026, il convient que le Conseil municipal désigne son représentant au sein des instances de gouvernance de la société SPL ARAC OCCITANIE ;

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT, le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Il est proposé la candidature de M. Jean-Pierre RICO et il est demandé si un autre membre du Conseil municipal est candidat aux fonctions.

Aucune autre candidature n'est constatée.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 1524-5 ;

Vu le Code de commerce, notamment ses articles L. 210-1 et L. 225-1 et suivants ;

Le Conseil municipal décide à l'unanimité des voix de procéder aux présentes ~~designations à main levée et non au~~ scrutin secret ;

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Désigner Monsieur Jean-Pierre RICO pour assurer la représentation de la collectivité au sein de l'assemblée spéciale de la société SPL ARAC OCCITANIE composée des actionnaires ne disposant pas d'une part de capital suffisante pour leur assurer une représentation directe au sein du Conseil d'administration ;
- Autoriser Monsieur Jean-Pierre RICO à accepter toute fonction qui pourrait lui être confiée par l'assemblée spéciale, notamment sa présidence ou la fonction d'administrateur représentant l'assemblée spéciale ;
- Autoriser Monsieur Jean-Pierre RICO à accepter toute fonction qui pourrait lui être confiée par l'assemblée générale et/ou les statuts et notamment un poste de censeur ;
- Désigner Monsieur Jean-Pierre RICO pour assurer la représentation de la collectivité au sein des Assemblées Générales d'actionnaires de la société SPL ARAC OCCITANIE ;
- Autoriser ses représentants au sein de l'Assemblée spéciale ou du Conseil d'administration à accepter toutes fonctions ainsi que tous mandats spéciaux qui pourraient leur être confiés par le conseil d'administration ou par son président dans le cadre de leur mandat de représentation.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 1 avril 2026

Le 1er Adjoint délégué au rayonnement et aux animations de l'espace public,

Mario Joseph MARCOU



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.